

0411 Critique du Nouvel ordre mondial Critique des moyens mis en place

Les financements via la création monétaire sont une erreur. Les SEULS moyens pouvant effacer « la crise » sont ceux de l'Inoppression Active rompant avec l'argent-valeur-ajoutée.

Ce n'est pas un « ordre mondial » de DECIDEURS de ce qui est bien ou mal qu'il nous faut établir mais les REGLES D'UNE LIBERATION PERMANENTE et simple avec la mise en place d'une autre fiscalité ne nécessitant plus de contrôle a posteriori comme l'actuelle.

Le problème que rencontrent les politiciens pour être sûrs de doter suffisamment l'Etat, c'est de trouver de bons experts. Pour ce faire, il leur faut savoir comment distinguer les bons experts de ceux qui se sont arrêtés à ce qu'ils ont appris.

Pour mesurer la compétence des experts, il n'est que d'analyser leurs avis. Prenons par exemple ceux de **Michel Aglietta, professeur à l'Université Paris X – Nanterre**, propos recueillis par **Perrine Créquy pour le journal le Figaro, filmés et accessibles sur : <http://www.lefigaro.fr/economie/2009/03/31/04001-20090331ARTFIG00446-la-politique-economique-doit-reguler-les-revenus-.php>** **En noir, la critique que l'on peut faire.**

La politique d'Economie doit absolument trouver un moyen de rétablir le lien entre les salaires et la productivité (cad plus et mieux on produit, mieux on doit être payé. C'est un point fondamental pour lequel il ne faut pas s'arrêter là ! Le problème d'aujourd'hui est qu'il n'existe AUCUN moyen pour permettre aux acteurs fabriquant l'Offre et que sont les embaucheurs et les embauchés, les inventeurs et les opérateurs, pour pouvoir le faire car l'argent en circulation dont disposent les opérateurs leur fait de plus en plus cruellement défaut pour les raisons de manque d'argent de la Demande indiquées ci-après)

De façon à ce que, on n'ait pas cette dérive de fond qui a été la consommation a pu continuer et à avancer très vite ce qui était essentiel à tout le système : si les gens ne consommaient pas, on n'aurait pas eu ces profits etc.. Ce raccourci est trop rapide. L'analyse oblige à dire que sans acheteurs assez « argentés », les entreprises n'auraient plus pu vendre, et c'est ce qu'il leur arrive en ce printemps 2009. Il ne s'agit pas seulement de profit des entreprises mais de leur survie, de leur vie, de leur développement et de celui de la croissance !

Elle n'a pu le faire qu'en déconnectant le crédit et les revenus, les revenus croissant pas assez vite C'est la MASSE des revenus INDIVIDUELS qui ne croit pas assez vite, non pas la hauteur des revenus ponctuels qui sont seulement devenus moins nombreux du fait du nombre croissant de personnes mises au chômage(note1). La masse diminue à cause du chômage dû au progrès et à l'incapacité GLOBALE d'absorber l'Offre qui est composée par les biens et services des entreprises et individualité productrices.

Les gens ont du se précipiter dans de la dette et puis à baisser leur taux d'épargne Ce ne sont pas les gens qui baissent leurs taux d'épargne mais les institutions financières qui espèrent ainsi que l'argent va être consommé ou qu'il servira à vivifier d'autres secteurs, ce qui consiste à déshabiller Pierre pour habiller Jacques et lancer à terme les citoyens dans l'aventure du crédit.

..., sur une longue période NON ! ils sont au chômage avec impossibilité financière d'entrer en activité, c'est tout !)

..., pour maintenir le système capitaliste et qui a fonctionné
Donc ça veut bien dire que la régulation des revenus en général et au niveau global hein, devient va devenir un enjeu considérable de ce qui va sortir de la crise Considérons les

termes « *la régulation des revenu qui devient un enjeu de ce qui va sortir de la crise* » Si c'est la façon ésotérique de dire qu'il faut réguler les revenus pour pouvoir sortir de la crise, c'est une erreur fondamentale puisque la crise est due au manque d'argent des travailleurs mis au chômage. Ils n'ont plus d'argent pour acheter, ce qui fait que les entreprises ne vendent plus, qu'elles licencient. Les produits à vendre proviennent des stock des invendus et des faillis. La production diminue ainsi que, ce qui est beaucoup plus grave, la capacité de production qui disparaît avec la fermeture des entreprise. C'est ce qu'on appelle la spirale dépressive, prélude à l'implosion et à l'effondrement des bourses de valeurs et des monnaies... cette situation est évitable si l'Etat met en place l'Inoppression Active qui est simplement une autre façon de recycler l'argent, qui tient compte des REALITES du progrès, du chômage, de l'Offre et de la Demande, des capacités géniales des individus que l'argent doit servir et non plus asservir.

Sans l'action des Etats, vivrait-on une crise aussi grave qu'en 1929 ?

La récession serait de 12% en 2 ou 3 ans à politique massive, Voilà une prédiction bien optimiste et parfaitement irréaliste au constat de notre entrée dans la dépression qui, sans la mise en place rapide du changement des assiettes fiscales et sociales va se poursuivre INEVITABLEMENT en implosion du système à cause du manque d'argent croissant des consommateurs qu'on appelle « la Demande ».

Donc ce qui fait la différence avec cette époque c'est uniquement et c'est crucial l'action des Etats, l'action des pouvoirs publics, Cà c'est parfaitement exact, à condition que cela consiste à changer notre recyclage Fiscal/social de façon à doter tous les citoyens AVEC JUSTICE et EN TENANT COMPTE DU PROGRES qui remplace les travailleurs robots par des robots machines..., et en encourageant chacun en lui donnant à les moyens de s'activer selon sa nature unique d'Etre Humain.

..., l'action des Banques centrales et Etats qui ont des moyen absolument sans commune mesure avec ce qu'ils avaient en 1930 C'est inexact, le pouvoir de création d'argent est toujours illimité. La sagesse est de ne créer que de l'argent qui ne crée pas d'inflation. Pour cela il est nécessaire de dissocier les interventions. Les pouvoirs des banques centrales ne doivent pas être confondus avec ceux des Etats, sauf à être soumises aux Etats. Dans le cas actuel ce n'est pas le rôle des banques centrales d'organiser le recyclage Fiscal/social destiné aux citoyens, C'est toujours et EXCLUSIVEMENT le rôle de l'Etat.

et qui d'autre part ont compris ce que ça voulait dire le risque systémique, ce qui n'était pas le cas à l'époque. Si les banques centrales ont compris c'est qu'elle sont complices du malheur des citoyens du Monde. A notre époque d'égoïsme forcené et cultivé, peut-on le leur reprocher puisque l'Economie (l'organisation du partage) n'est pas de leur ressort ?

Propos recueillis par Perrine Créquy

(note1) Si on obligeait tous les chômeurs à devenir des fonctionnaires salariés (ce qui est bien entendu stupide), TOUTE la population serait assez « argentée » pour consommer l'Offre des biens et services créés par le secteur privé de la libre entreprise qui reprendrait vie et vigueur. Pour palier à l'incongruité de l'emploi obligatoire, et donner à l'Offre la capacité de vendre ses produits, il n'y a pas d'autre solution que « d'argenter » la Demande. Pour le faire avec justice et SANS OUBLI DE QUI QUE CE SOIT, il n'y a pas d'autre moyen qu'un revenu citoyen généralisé, dividende logiquement universel du progrès, pour les riches comme pour les pauvres. Pour rendre la mesure concrètement réalisable, véritablement faisable et non utopique, il est nécessaire d'adopter les assiettes du recyclage, (des recouvrements fiscaux, sociaux, etc..), sur le modèle de l'Inoppression Active.

Dans une autre de ses interventions filmées, Michel Aglietta a le mérite d'énoncer ce qu'il a appris et ce que savent la plupart des économistes. Cette intervention est sur Le Figaro : <http://www.lefigaro.fr/marches/2009/03/19/04003-20090319ARTFIG00408-il-faut-des-contre-pouvoirs-vis-a-vis-des-banques-.php>

En matière de gestion économique de la bourse et des entreprises son discours qui vise à améliorer les scores de la finance mondiale en la réformant est parfaitement logique et sage.

En matière de crise, Michel Aglietta fait une erreur d'analyse à propos des ses tenants et aboutissants, de ses causes et de la façon de s'en sortir. En effet le principe commercial des intervenants que sont les créateurs d'argent, la banque et que sont les spéculateurs, la bourse, dans les mises en relations commerciales, est de s'inscrire dans le réseau des échanges **UNIQUEMENT** pour financer des projets ou pour spéculer, **JAMAIS** pour garantir à la Demande (les citoyens) les moyens de profiter de l'Offre.

La garantie d'accès à l'Offre s'appelle l'Economie (avec un grand «E»). Pour ce faire l'Etat **RECYCLE** de l'argent au moyen de la fiscalité et des prélèvements « sociaux ». Il en fait « tourner » une petite partie, environ 0,5 à 1% de l'argent existant, ce qui correspond à des prélèvements pouvant atteindre 65% de l'argent circulant pour les échanges représentés par le PIB, (note 1) Ce **RECYCLAGE** d'argent s'appelle communément les transferts. Quand ce recyclage est mal géré de la façon où il encore est organisé en avril 2009, l'Etat n'a que deux choix, soit il augmente la dette, soit il augmente les transferts. Cela aboutit mécaniquement à l'implosion puisque les assiettes des recettes restent fondées sur les revenus qui **EUX** diminuent ! Quand est démontrée la possibilité de faire autrement, c'est Ubuesque !

L'organisation du **RECYCLAGE** d'argent n'appartient **QU'AUX** députés à qui le peuple a accordé le Pouvoir suprême d'organiser l'Economie. La crise n'existe que parce que les députés ne font pas leur travail d'organisation du partage. Ils l'ont abandonnée aux ministères des finances et au marché, **POURQUOI ?** Par ignorance, fainéantise, incurie... ? Il faut leur poser la question et s'ils ne savent pas répondre, la prudence consiste à ne plus leur demander d'organiser ce qu'ils ne savent pas faire et à ne plus les élire !!

Il faut savoir qu'un **BON** recyclage Fiscal/social peut nous permettre d'en finir immédiatement avec ce qu'on appelle la crise. Ce bon recyclage s'opère en faisant tourner plus rapidement l'argent des prélèvements/attribution de la façon expliquée sur ce site. Sans ce bon recyclage, l'Etat ne peut pas doter convenablement les Services Publics et il ne peut pas y avoir assez d'argent dans les poches du citoyen pour qu'il ait librement et dignement accès à l'Offre existante de biens et services.

La fin de la crise ne peut donc pas venir des banques mais de la réorganisation par l'Etat du recyclage fiscal/social. Il est devenu nécessaire que ce recyclage serve **EQUITABLEMENT**, **TOUS** les citoyens dans le respect de leurs différences comme ce fut le cas jusque dans les années 1970. Le **BON** recyclage, encore facile à mettre en œuvre garantit en effet :

- **a)** des Services Publics **PARFAITS** qui consistent à mettre à la disposition de **TOUS** les citoyens, de moyens quasi permanents et immédiats, justifiant l'excellence d'un corps fonctionnaire enfin bien rémunéré et respecté,
- **b)** **UNE NOUVELLE FORME** de dotations sociales, ad hominem et mensuelles permettant aux exclus du travail par le progrès..., de **CONSOMMER** au moins a minima ! et de ne plus être obligés de travailler avec des salaires d'esclaves !

Les prélèvements fiscaux et sociaux **N'ONT PAS D'AUTRE OBJET** que ces **a) et b)** ci-dessus, Ils ne doivent servir **QU'A CELA !** L'Economie avec un grand « E », ce n'est **QUE** cela !

Pour ce faire, il faut abandonner le principe de recettes fondé sur des amputations fiscales et sociales des revenus sur le travail, pour le reporter sur les capacités PREALABLEMENT DOTEES a minima de tous les citoyens. Ceux-ci pourront ainsi accéder à un minimum d'Offre existante, et se trouver récompensés s'ils entrent en activité.

Pour revenir à l'analyse de Michel Aglietta, avoir une pensée « bancaire » pour résoudre la crise ne tient donc pas, d'abord parce qu'un failli ne peut pas venir au secours de quiconque, ensuite parce que les banques centrales n'ont pas à être des pompiers comme il laisse entendre qu'elles le furent. C'est pourtant le contraire qui est arrivé puisqu'elles ont failli ! Etre pompiers n'était et n'est d'ailleurs ni dans leurs fonctions ni dans leurs capacités, et l'Etat qui joue au pompier en injectant des capitaux à leur place, vaporise sans sembler s'en apercevoir un comburant retard ! !

Si les banques ont contribué à la crise en émettant de l'argent sans suffisamment de garanties, si même leur déconfiture ne touche pas qu'elles seules mais tous les citoyens de tous les Etats car ils sont liés aux banques pour leurs paiements quotidiens, la déconfiture bancaire n'est que le symptôme de la crise. Les banques ne peuvent pas résoudre ce que SEUL l'Etat peut résoudre. Elles sont tout au plus le thermomètre de la crise et ce n'est pas en trafiquant le thermomètre qu'on va faire baisser la température.

La raison de la mise en faillite des Etats après les malaises bancaires, vient du fait que ces Etats n'ont pas compris que le Service Public au service du citoyen consiste :

- non seulement à lui faire profiter de biens et services concrets et matérialisés comme l'éducation, la sécurité, la santé, l'électricité, les transports etc..
- mais aussi de lui donner les moyens de consommer et s'activer librement et dignement, ce que font très mal les services sociaux, pour les raisons invoquées de manque d'argent, raisons qu'on sait fausses dès qu'on a compris le fonctionnement de l'Inoppression Active.

Il est important de rappeler que les seuls moyens de partage qu'ait un Etat viennent du recyclage permanent qu'il opère sur une petite partie de l'argent circulant. Ce recyclage est destiné à servir l'ensemble des citoyens par la mise en branle de services publics et de services sociaux parfaits qu'il est possible et désormais nécessaire de responsabiliser pour supprimer définitivement les contraintes pesant sur les citoyens. C'est la seule vocation de la fiscalité et de tous les prélèvements sociaux. Ne pas l'accomplir alors que l'Inoppression Active n'est pas très difficile à mettre en œuvre, est la manifestation de la forfaiture des agents publics à qui nous confions le pouvoir.

EN RESUME, il faut réaliser qu'il existe plusieurs modes de fiscalité-prélèvements possibles.

- les assiettes des recettes peuvent être conservées sur les revenus du travail comme à l'époque où tout le monde travaillait (moins de 2% de chômage qui durait 2 mois jusqu'en 1966,) mais conserver aujourd'hui les mêmes assiettes alors que le progrès a remplacé les travailleurs et les revenus des citoyens par des machines, cela constitue l'incongruité majeure.
- Les assiettes des recettes peuvent être fondées sur les capacités réellement existantes de tous les citoyens, garanties par un dividende du progrès qui appartient à tout le monde, l'Etat se donnant les moyens de le verser mensuellement à tout le monde..., ce que nous démontrons au chapitre de la mécanique du changement sur ce site.

(note1) : Le PIB représente la valeur totale de la production interne de biens et services dans un pays donné. C'est une valeur comptable issue du compte de résultat (produits et coûts) et non du bilan (actif/passif). Il mesure que le flux de la production, et non pas un stock de capital ou de dettes (voir Wikipedia).